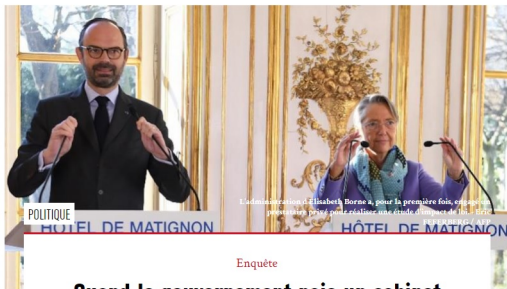


Marianne, 13 février 2019



Quand le gouvernement paie un cabinet privé pour rédiger sa loi... flinguée par le Conseil d'Etat